

« 1919 a été “l’année zéro” de l’internationalisme »

Interview with *Jeremy Adelman* • Professor of History, Princeton University

Au mois d’octobre 2018, était organisé à l’université de Princeton un séminaire intitulé « Humanitarian Photojournalism : A History of the Present » [Le photojournalisme humanitaire : une histoire du présent]. Cet événement avait pour objectif principal de réfléchir aux « correspondances entre l’importance croissante du photoreportage et l’émergence de l’humanitaire mondial ». L’un des organisateurs de ce séminaire, « l’historien de l’histoire globale » Jeremy Adelman, nous a accordé un entretien.

A Alternatives Humanitaires – « *L’histoire globale* » s’est développée dans les années 1990, quelques décennies après « *l’histoire mondiale* ». En français, les deux courants sont parfois traduits par une même expression, à savoir « *histoire mondiale* ». Pourriez-vous nous expliquer les nuances ?

Jeremy Adelman – La « global history » [l’histoire globale] comme terme et même comme identité est apparue dans les années 1990, surtout après 2000, et a toujours été animée par un objectif : écrire le récit de la mondialisation. Mais qu’est-ce que la mondialisation ? N’y a-t-il qu’une seule forme de mondialisation ? Certaines personnes affirment que des modèles antérieurs de mondialisation et d’intégration mondiale sont apparus très tôt. L’une des principales motivations était de dépasser ce que l’on appelle « le nationalisme méthodologique » : une conception qui postule que la nation incarne l’entité organisatrice naturelle de ce que l’on imagine notre vivre-ensemble. Une autre de ses motivations était de décentrer la position de l’Europe au sein du récit qui permet aux humains de se connecter entre eux par-delà les distances. La « world history » [l’histoire mondiale] quant à elle, devancière de « l’histoire globale », n’est habitée par aucune de ces ambitions. Pour les historiens de l’histoire mondiale, que ce soit « L’histoire de l’humanité » composée par l’Unesco ou les aspirations de Fernand Braudel à écrire une *Histoire du monde* qui se voulait être celle de toutes les nations, l’Europe gardait toujours sa place de modèle sur lequel l’unité de chacun devait se construire. Une position qui ne contournait pas vraiment le nationalisme.

A. H. – En 2019, nous célébrons les grandes étapes de l’histoire globale avec la naissance, cent ans plus tôt, de la Société des Nations, l’ancêtre des Nations unies, celle de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge [aujourd’hui Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge] et de l’organisation Save the Children. Ces organismes sont des icônes du multilatéralisme, du cosmopolitisme et des réseaux de solidarité transnationaux qui n’ont jamais cessé de se développer. Alors que le cosmopolitisme a généré certaines de ces organisations les plus emblématiques, pourquoi l’histoire globale est-elle arrivée si tardivement ? Est-ce parce que l’histoire mondiale a intégré ces organisations comme un signe de la montée de l’« universalisme » générée par l’Occident à la suite des Lumières ?

J. A. – 1919 a été « l’année zéro » de l’internationalisme. Ce terme a vraiment pris son envol avec toutes ces organisations, la Société des Nations, le passeport Nansen et d’autres nouveaux acteurs arrivés sur la scène internationale qui étaient délibérément internationalistes et transcendaient les

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

nations. La société civile a commencé à s'imaginer comme une construction postnationale. Le paradoxe, c'est que l'internationalisme découle de la Première Guerre mondiale, qui a déclenché une fièvre de nationalismes. Ce paradoxe a toujours existé dans cette conjoncture transguerre de 1914 à 1945. Les historiens de l'histoire globale ont pris du retard, parce que s'il s'agit ici d'organisations internationalistes, extrêmement importantes pour nos propres imaginaires historiques, elles ne relèvent néanmoins pas de l'étude de l'interdépendance. Ces organisations humanitaires et ces organisations internationalistes qui ont vu le jour en 1919 ne se sont pas conjuguées à la manière des organismes qui s'engagent à réfléchir à nos engagements éthiques vis-à-vis des étrangers, c'est-à-dire en fonction de notre dépendance à l'égard des étrangers, mais elles se sont au contraire alignées uniquement sur la manière dont les étrangers dépendent de nous. C'est ce que la mondialisation a changé ; nous avons commencé à reconnaître davantage d'interdépendance.

A. H. – *Comment positionnez-vous l'humanitaire au sein de l'histoire globale ?*

J. A. – L'histoire globale a d'abord été motivée par des processus économiques et peut-être même par des préoccupations stratégiques et politiques. L'humanitaire est apparu un peu plus tard. Une partie de ce que nous faisons, c'est essayer de réfléchir à quoi ressemble un programme pour l'histoire globale lorsque l'on commence à penser à la compassion ou aux relations émotionnelles à distance et non pas uniquement à des conjonctions d'intérêts. Quelle est la relation entre intérêts et compassion ? C'est une question classique explorée par Montesquieu ou Adam Smith. Cela nous amène à repenser certains des fondements intellectuels sur lesquels reposent les sciences sociales. Lorsque l'on commence à réfléchir à l'humanitaire, il est important de dépasser cette approche binaire : d'un côté, une vision étreinte des intérêts personnels et de l'autre, une vision désintéressée de la compassion ou de l'empathie – comme si nos intérêts et notre compassion n'étaient pas liés. En pratique, nous nous trouvons certainement face à des modèles mixtes, entre des acteurs économiques uniquement motivés par des intérêts économiques et des ONG humanitaires seulement animées par leur compassion. Il existe une longue tradition de *noblesse oblige*, ce qui fait qu'ils n'ont jamais été séparés. Il me semble qu'il n'y a que le domaine des sciences sociales qui a eu tendance à les distinguer. Les historiens de l'histoire économique étudiaient un ensemble d'acteurs et une série de processus quand les philosophes se penchaient sur d'autres types de mécanismes. Lorsque l'on réfléchit aux problématiques liées au changement climatique ou à la crise migratoire, nous devons nous délester de nos délimitations disciplinaires héritées du XIX^e siècle. L'histoire globale est un moyen d'y parvenir.

A. H. – *À la suite de la catastrophe de septembre 2018 en Indonésie, le gouvernement national a refusé d'ouvrir ses frontières aux secouristes et aux ONG de l'extérieur. Est-ce une façon pour les pays du Sud d'exprimer leur pouvoir décisionnel et leur propre appartenance à l'histoire de l'humanitaire, une histoire qui les a laissés de côté ?*

J. A. – Dès 1919, la tension s'est portée autour de la question de la souveraineté. Le paradoxe de la globalisation, c'est que la mondialisation et l'interdépendance produisent des risques, des pressions et des dislocations – y compris des catastrophes – qui obligent les acteurs à se tourner vers l'État-nation qui a été affaibli par la mondialisation. Nous tentons toujours de transcender la souveraineté nationale. Tant que nous n'aurons pas un « État mondial », c'est vers la souveraineté nationale que les peuples devront se tourner pour faire face aux bouleversements de l'intégration – et de la désintégration – planétaire. Une partie de la réaction brutale de rejet que nous observons aujourd'hui face au mondialisme avec le Brexit, Trump, Poutine ou les autorités indonésiennes s'explique par le désir de restaurer l'idée d'un monde des nations structuré par des nations

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

souveraines. Nous sommes face à un nouveau jeu qui, je crois, est très dangereux.

A. H. – *Vous faites remarquer que l'institutionnalisation de l'histoire globale et du savoir mondial fait de l'ombre à « l'échelle moins glamour de l'engagement civique ». L'humanitaire a-t-il également supplanté le travail des initiatives locales, plus modestes mais non moins importantes ?*

J. A. – Je pense qu'il y a toujours eu un problème que le cosmopolitisme et la société civile internationale ont traduit dans le langage de la compassion par la priorité donnée au fait de soulager et de venir en aide à l'étranger qui souffre. Ils ont souvent éprouvé une très grande difficulté à comprendre qu'à proximité, nous avons ce phénomène que l'on appelle la production de « l'étranger proche ». La crise migratoire a réduit la distance entre les désastres lointains et l'altérité chez soi et c'est en partie ce qui stimule la réaction nationaliste à externaliser l'étranger, à reconstituer la nation en tenant celui-ci à l'écart. En produisant l'*imaginaire* d'une souffrance existante dans des lieux « tropicalisés », donc situés ailleurs, et une iconographie du sujet blanc, moderniste, prospère et de classe moyenne, les organisations humanitaires ont créé à travers ce reflet, une idée du sujet national. La difficulté à reconnaître l'étranger proche signale que ces « peaux noires » (dans le sens où l'entendait Frantz Fanon) se trouvent aussi ici, parmi nous. Elles constituent une partie de la nation avec laquelle nous ne voulons plus traiter aujourd'hui.

A. H. – *Pouvez-vous préciser les définitions des expressions : « Resteners » [les habitants du reste du monde par opposition aux Occidentaux] et « strangers at home » [les étrangers chez soi], deux notions importantes dans vos recherches ? Le système humanitaire sera-t-il en mesure de réconcilier les deux ?*

J. A. – Historiquement parlant, les grandes organisations humanitaires ont été créées à une époque où l'idée de l'« Occident » et du « reste du monde » s'est construite. Elles ont joué un rôle dans la reproduction de ce clivage. De nos jours, ce fossé s'estompe puisque les « habitants du reste du monde » sont ici et que les Occidentaux sont « là-bas », au-delà, eux aussi, des frontières nationales. Les flux mondiaux ont bouleversé les lignes qui délimitent l'Occident du reste du monde. Cela constituera donc un véritable défi de repenser le terme « humanitaire ». Ce mot a laissé entendre que la capacité d'agir socialement se situait à un endroit, alors que la passivité se trouvait dans un autre lieu, loin, là où vivent les gens dans le besoin ; que l'humanitaire consistait à transmettre et à agir là où l'action n'existe pas, là où les gens attendent leurs sauveurs. Il faut que ça change. Le mot « humanitaire » est lourdement chargé par cette ancienne division et hiérarchie.

A. H. – *Pourquoi est-ce qu'une conversation sur le photojournalisme et l'humanitaire est-elle si importante pour vous, en tant qu'historien de l'histoire globale ? Avec le développement de multiples acteurs producteurs d'images, existe-t-il encore une relation entre le photojournalisme et les humanitaires ?*

J. A. – Elle est importante parce que les deux sont en crise. Une crise de l'humanitaire, pas nécessairement dans le sens d'un déclin, mais plutôt comme une opportunité de repenser les paramètres fondamentaux de ce que l'on pense faire dans le monde. Cette crise intervient également face à l'ampleur actuelle des défis à relever et cette nouvelle catégorie d'acteurs qu'il faut faire entrer dans l'histoire. Une crise du photojournalisme : dans une sorte d'ère post-vérité où la guerre comme manière de comprendre notre relation envers les étrangers est également une guerre des images, les photojournalistes jouent maintenant un rôle crucial dans cet affrontement. On pourrait parler de ce qui s'est passé en Syrie. Il est apparu très clairement que ces circulations concurrentes d'images participaient d'une contestation autour de la légitimité des acteurs jouant un

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

rôle dans la crise syrienne. Mais lorsque l'on regarde des images, nous participons aussi activement à la circulation de ces signes concurrentiels. Il est naïf de penser qu'il n'existe plus de processus de sélection qui privilégie la circulation de certaines images plutôt que d'autres, depuis que tout un chacun est en mesure d'ajouter des images de souffrance ou d'exaltation sur une plate-forme internet. Il reste une caste d'acteurs dont l'activité de présélection donne aux images une position plus importante qu'à d'autres. Ce n'est pas un terrain de jeu horizontal. Même si les réseaux sociaux donnent aux gens l'impression que les anciennes hiérarchies ont disparu, je n'y crois pas. Le mécanisme de marchandisation des images est encore activement à l'œuvre. Ce qui a changé, c'est la définition du photojournaliste et même son identité. Qu'est-ce qu'un photojournaliste ? Non pas que les photojournalistes soient morts, mais ils ont été au service du *New York Times*, de la CIA, de telle agence d'aide ou de la police secrète de Vladimir Poutine, et ils sont actuellement financés par différents types d'organisations. Notre conjoncture nous permet de poser cette question de manière plus explicite. Le photojournaliste n'en est pas moins pertinent, au contraire cela lui donne plus d'importance en tant qu'acteur à interroger.

Je pense qu'il est possible de catégoriser ce que l'on pourrait appeler « le photojournalisme humanitaire ». Cette catégorie est née de la photographie de guerre. Des individus s'identifiaient en tant que photographes de guerre dès le XIX^e siècle. Et il existe aujourd'hui quelques photojournalistes – en tout cas, ils s'identifient comme tels – qui militent pour l'humanitaire. James Natchwey en fait partie. D'autres sont célébrés comme les portraitistes de ce que l'on appelle « l'humanité », avec toutes ses inégalités et ses injustices.

A. H. – *Que signifie le passage du photographe de guerre à celui de photographe humanitaire ? La définition du photojournaliste a-t-elle changé ?*

J. A. – Nous devons réfléchir à la définition de conflit. En 1919, la crise humanitaire était considérée comme un produit dérivé de la guerre. Aujourd'hui, nous observons que les crises humanitaires peuvent aussi produire des guerres. La causalité est induite dans la relation entre une guerre et une catastrophe sociale. Tout cela est aujourd'hui en train de s'entremêler, surtout à l'ère du changement climatique. Quelle serait la différence entre le photojournalisme écocritique et le photojournalisme humanitaire ? On observe un éclatement des catégories. Même celle de l'identité du photojournaliste humanitaire est contestée, rejetée et modifiée.

En ce qui concerne les photojournalistes, si vous faites une photographie pour le *New York Times*, le journal pensera-t-il comme une machine objective ? Nous savons maintenant que ce n'est pas le cas et que les éditeurs ont pleinement conscience de certaines catégories de significations qui ne correspondent pas à un portrait objectif de la réalité. N'ont-ils jamais vraiment été en dehors de l'économie politique de l'information ? Les organismes philanthropiques ne sont-ils jamais vraiment en dehors de l'économie politique de la charité ? On dit souvent que les guerres font vendre des journaux et que les journaux vendent des guerres... Mais les guerres produisent aussi des carrières photojournalistiques. C'est la guerre civile espagnole qui a rendu célèbre Robert Capa. Il a choisi la guerre civile espagnole pendant que l'Abyssinie tombait aux oubliettes. Il est intéressant de noter que c'est un journaliste sud-africain, George Steer, qui a fait un reportage sur l'Abyssinie pour le *Times* avant de partir en Espagne dès le déclenchement de la guerre civile espagnole. Il est le premier à Guernica. Donc, lorsque Picasso regarde des photographies de Guernica publiées dans les journaux français à la fin du mois d'avril 1937, après que le gouvernement républicain lui a commandé un tableau pour l'Exposition internationale de Paris, il ignore tout de la crise d'Abyssinie. Mais il apprend l'existence de Guernica, il lit les reportages de George Steer et voit les atroces premières photographies du bombardement. La peinture finale de

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

Guernica représente les formes agonisantes et dévastées que Picasso observait dans ces photographies en noir et blanc, une bichromie qu'il reprend d'ailleurs dans son œuvre. Ce sont peut-être là les pensées d'un marxisme peu à peu révolu, mais j'ai toujours tendance à penser qu'aucune institution n'évolue en dehors de l'économie mondiale dont elle fait partie.

Les journalistes sont condamnés à faire face à un problème qu'ils doivent résoudre en permanence : qu'est-ce que la vérité, qu'est-ce que l'objectivité ? Aussi, quel est le degré de contrôle dont ils jouissent sur l'image ? Prenons « la petite fille au napalm », la célèbre photographie de Nick Ut prise au Vietnam : ce dernier n'a finalement découvert sa photo que plusieurs semaines après sa prise. Ou la fameuse photographie d'Alan Kurdi, le jeune garçon âgé de 3 ans sur la plage turque, prise par une jeune photjournaliste turque : de toutes les images qu'elle a envoyées à l'agence de presse turque, les rédacteurs ont choisi celle avec le garçon face contre terre. Pourquoi ? La photographe n'a eu aucun pouvoir sur cette décision.

A. H. – *Nous pouvons interroger le rôle de l'émotion, comme lorsque vous citez Susan Sontag selon laquelle « les images transforment la souffrance lointaine en show, pâture pour une société du spectacle qui érige le désarroi en divertissement ». N'y a-t-il plus d'espoir ?*

J. A. – C'est une réaction à mon propre utopisme. La phrase qui précède cette citation dit : « Autrefois, j'étais une rêveuse. » Mais Sontag était lucide ; il existe une économie cognitive à côté de l'économie politique. Elle désigne les limites de notre capacité à appréhender l'empathie et la compassion, car il existe un épuisement de la compassion. Nous devons réfléchir aux limites de l'empathie et du cosmopolitisme, surtout si nous voulons apporter des réponses pertinentes face aux « nativistes » avec lesquels nous vivons. Lorsque nous repensons à l'histoire globale, quand nous réfléchissons à l'interdépendance et au vivre-ensemble, nous devons être beaucoup plus attentifs aux sentiments ambivalents que certaines personnes éprouvent face à la perspective de rencontrer des gens qu'elles ne connaissent pas. Avec la construction de la distance, nous ne pratiquons plus de rencontres rituelles avec des étrangers. Il existait auparavant des arènes comme la place du marché ou le temple qui étaient des lieux traditionnels de la « vie de village » où les étrangers se rencontraient. On ne les trouve plus. C'est pourquoi l'image a intercedé en nous, il faut donc réfléchir à ce qui nous unit. C'est ici que les producteurs, les diffuseurs et les sélectionneurs d'images de lieux autres jouent un rôle, pour nous lier comme pour nous désolidariser. L'argument de Susan Sontag était de dire : « Ne présumez pas que la photographie nous relie à chaque fois. »

A. H. – *Gisèle Freund disait que ce qu'il y a de magique dans la photographie, c'est sa faculté à abolir la distance. Je pense que cela relevait également de l'idéologie ou de l'utopie pour les humanitaires que de penser que la souffrance lointaine ou aux frontières pourrait être abolie. Avec le nationalisme et les bâtisseurs de frontières que nous connaissons aujourd'hui : avons-nous échoué ?*

J. A. – Je ne pense pas que nous avons échoué. Prenez une nouvelle fois la photographie d'Alan Kurdi publiée au début du mois de septembre 2015. Cette famille avait demandé l'asile au Canada, sa demande avait été refusée. Le gouvernement de l'époque, avant Trudeau, avait nié toute implication, mais au beau milieu d'une campagne électorale, le contraire avait été révélé. Ainsi, la photographie a joué un rôle dans le renversement de ce gouvernement conservateur. Cette même photographie a eu ce pouvoir de choquer et de mobiliser de nombreuses personnes, affectant la politique migratoire en Allemagne, ce qui a ensuite influencé la politique européenne.

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

Même ici aux États-Unis, nous avons connu cette effusion, cette mobilisation inimaginable. C'était il y a seulement trois ans et demi, et pourtant au milieu du mois de novembre 2015, la dynamique a basculé avec les attentats de Paris. Soudain, ce qui était au départ une problématique humanitaire est devenu une question de sécurité. Tout cela est très imprévisible, très mobile et très fluide. Pendant la campagne du Brexit, une affiche très célèbre utilisée par les brexiters représentait des réfugiés marchant dans les Balkans comme s'ils envahissaient les terres anglaises et que la seule façon de nous protéger de cette invasion était de rompre avec l'Europe. Le vote du Brexit a été plus une réaction envers les étrangers qui arrivaient plutôt qu'un vote contre l'intégration économique ou même la bureaucratie bruxelloise. Mais à l'origine, cette image avait été réalisée avec un tout autre projet en tête. Donc, même ce que nous attribuons au sens d'une image est contingent. C'est pourquoi les journalistes ou les photographes n'ont pas nécessairement le contrôle sur ce qu'ils produisent.

A. H. – *Les historiens de l'histoire globale et les humanitaires ont en commun d'être de sincères cosmopolites. Que devrions-nous faire ensemble ?*

J. A. – Ils sont issus du même *esprit d'époque*. Ils partagent bon nombre de préoccupations. Il est étonnant qu'il n'y ait pas eu plus d'échanges entre ces deux camps. Ce qui arrive, c'est une nouvelle grammaire, un nouveau vocabulaire pour penser le vivre-ensemble, qui fait plus appel à la politique de la nécessité qu'aux curiosités dont l'ancien imaginaire cosmopolite est le fruit : une fascination, une curiosité pour l'autre. Je dirais que c'est là, en quelque sorte, que se trouvent les origines de la réflexion sur une éthique de l'interdépendance. C'est ce à quoi se réfère Adam Smith lorsqu'il écrit sur le sentimentalisme.

Aujourd'hui, nous devons repenser. Ce que la mondialisation et le changement climatique ont produit, ce n'est pas seulement de la curiosité vis-à-vis des autres, mais de la dépendance envers les autres et de la dépendance des autres envers nous. Je ne suis pas un adepte du terme « anthropocène », comme si tout un chacun était une victime à part égale. Mais c'est un exemple de la manière dont un simple mot peut intervenir dans notre grammaire et nous permettre de considérer les choses au regard d'une nouvelle forme de vivre-ensemble avec laquelle les historiens de l'histoire globale et les humanitaires sont aux prises actuellement.

Propos recueillis par Virginie Troit, directrice de la Fondation Croix-Rouge française

Traduit de l'anglais par Gauthier Lesturgie

Biographie • Jeremy Adelman

Professeur d'histoire et directeur du Global History Lab de l'université de Princeton. Diplômé de l'université de Toronto, il a obtenu une maîtrise en histoire économique de la London School of Economics (1985) et un doctorat en histoire moderne de l'université d'Oxford (1989). Son dernier livre, *Worldly Philosopher: The Odyssey of Albert O. Hirschman* (2013) [Philosophe mondain : L'odyssée d'Albert O. Hirschman] est une chronique à propos de l'un des penseurs les plus originaux du XX^e siècle. Jeremy Adelman est également l'éditeur de cinq livres et coauteur, avec des collègues du département d'histoire et d'ailleurs, de *Worlds Together, Worlds Apart* [Mondes

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

ensemble, mondes séparés] (4^e édition, 2014), une histoire du monde depuis le début de l'humanité jusqu'à nos jours. Il a été lauréat des bourses Guggenheim Memorial Foundation et ACLS Frederick Burkhardt en reconnaissance de son enseignement pionnier à Princeton.

Reproduction interdite sans l'accord de la revue Alternatives Humanitaires.

Pour citer cet article : Jeremy Adelman, « "1919 a été l'année zéro" de l'internationalisme », Alternatives Humanitaires, n°10, mars 2019, p. 8-21,

<http://alternatives-humanitaires.org/fr/2019/03/25/1919-ete-lannee-zero-de-linternationalisme/>

ISBN de l'article (PDF) : 978-2-37704-461-0